



BRÈVES ÉCONOMIQUES DU SUD-EST DE L'EUROPE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

D'ATHENES

N° 15 – Edition du 19 janvier 2023



1

BULGARIE

- Inflation annuelle (IPC) de 16,9 % en 2022
- Enquête sur la fécondité
- Décision du Parlement pour négocier avec les États-Unis pour la construction d'un nouveau réacteur nucléaire
- Le Parlement oblige le Conseil des ministres à modifier le PNRR
- Stratégie dans le domaine de l'énergie 2023-2053

LE CHIFFRE À RETENIR

509 465

La production automobile roumaine atteint un record en 2022. En 2022, 509 465 véhicules ont été assemblés en Roumanie

CHYPRE

- Finalisation de l'accord avec la Commission Européenne pour un prêt de 29 M€ dans le cadre du programme européen SURE
- Entrée en vigueur du décret fixant le salaire minimum à Chypre
- La BCE a révoqué la licence bancaire de l'établissement RCB
- Retard pris pour la construction du terminal GNL à Vassiliko
- Mise en place de la législation sur le taux de TVA réduit pour l'achat d'un 1er bien immobilier
- Régime d'aides d'Etat pour développer l'accès aux services numériques haut débit

GRECE

- Exécution budgétaire janvier-décembre 2022
- La Commission européenne a approuvé le deuxième versement de 3,6 Mds€ à la Grèce
- Le Fonds hellénique de stabilité financière a annoncé son plan stratégique 2023-2025 pour la cession de ses participations dans les banques grecques
- Le Trésor grec a réalisé une émission obligataire levant 3,5 Mds€ de dette
- La Grèce a enregistré une forte baisse (-13%) de la consommation d'électricité
- Accords avec 10 compagnies aériennes pour améliorer la connectivité aérienne hors saison
- Report de la date limite de soumission des propositions sur deux avis d'appel d'offres (exploitation du Métro de Thessalonique et concession de l'autoroute Attiki Odos)

ROUMANIE

- L'inflation continue de progresser en décembre
- La hausse des salaires a été dynamique en novembre, mais demeure inférieure à l'inflation
- Le déficit courant continue de se creuser malgré la hausse des IDE
- La production automobile roumaine atteint un record en 2022
- L'industrie roumaine affiche sa résilience malgré le recul de la production

Bulgarie

Macroéconomie et finances

Inflation annuelle (IPC) de 16,9 % en 2022. Selon [les données](#) de l'Institut national des statistiques (INS), en décembre 2022 l'indice des prix à la consommation (IPC) a été de 16,9 % par rapport au même mois de l'année précédente. Les prix des produits alimentaires ont augmenté le plus (25,6 % sur un an), suivis de ceux dans la restauration et l'hôtellerie (21 % en g.a.). En décembre 2022, l'inflation (IPC) mensuelle a été de 0,9 % par rapport au mois précédent. L'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) en décembre 2022 a été de 14,3 % en g.a. Les prix des produits alimentaires se sont accrus de 27 % en g.a. et ceux de la rubrique 'Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles' de 17,8 % en g.a. L'inflation mensuelle mesurée par l'IPCH en décembre 2022 a été de 0,8 % par rapport au mois précédent. Enfin, l'inflation en moyenne annuelle pour la période janvier - décembre 2022 par rapport à la période janvier - décembre 2021 a été de 13 %.

Enquête sur la fécondité accompagnant le recensement de 2021. L'Institut national statistique (INS) a publié les résultats d'une [enquête](#) effectuée au moment du recensement de 2021. 61,9 % des gens préfèrent avoir deux enfants dans la famille, 14,9 % souhaitent 3 enfants et 12 % seulement 1 enfant. 2,3 % préfèrent en revanche avoir 4 enfants ou plus et 1 % ne souhaitent pas avoir d'enfants. Le nombre réel d'enfants des gens de plus de 45 ans est tout autre. La part des personnes sans enfants est extrêmement importante (17,8 %). Celle des personnes qui restent avec 1 enfant (31,9 %) est également très élevée. Seulement 44,4 % des personnes de plus de 45 ans ont 2 enfants et 4,7 % 3 enfants.

Enjeux sectoriels et thématiques

Décision du Parlement obligeant le gouvernement à négocier avec les États-Unis pour la construction d'un nouveau réacteur nucléaire. L'Assemblée nationale a adopté, le 12 janvier 2022, [une décision](#) par laquelle elle oblige le gouvernement à mener des négociations avec les États-Unis en vue de la conclusion d'un accord intergouvernemental de construction d'une nouvelle unité 7 au sein de la centrale nucléaire de Kozloduy avec la technologie AP1000. Le ministre de l'Énergie devra, d'ici le 1^{er} mars 2023, entreprendre toutes les actions nécessaires à la construction d'un site énergétique concernant cette unité 7. En outre, selon la même décision, le gouvernement doit entreprendre toutes les actions nécessaires au lancement des procédures d'autorisation de la construction d'une unité 8 à Kozloduy. Ce projet de décision a été approuvée avec 112 voix pour, 45 contre et 39 abstentions (sur 240).

Le Parlement oblige le Conseil des ministres à modifier le PNRR dans la partie relative aux centrales à charbon. Le 12 janvier dernier, le Parlement a adopté [une décision](#) obligeant le Conseil des ministres d'adresser, d'ici le 31 mars, une demande justifiée à la Commission avec une proposition de modification du PNRR, l'objectif étant de supprimer du Plan l'engagement de réduire les émissions de carbone de la production d'électricité de 40 % d'ici fin 2025 (par rapport aux niveaux de 2019). Les motifs des députés sont le changement des circonstances objectives et l'incapacité de la Bulgarie de respecter cet engagement. Il est demandé au Conseil des ministres de garantir la mise en conformité des engagements bulgares de décarbonation avec les objectifs européens communs, tout en

assurant le fonctionnement des centrales électriques à charbon sans restrictions jusqu'en 2038 au moins.

Présentation d'un projet de Stratégie dans le domaine de l'énergie 2023-2053. Le ministre de l'Énergie du gouvernement intérimaire Rossen Hristov [a présenté](#) le projet d'une nouvelle Stratégie énergétique du pays, qui veut se placer dans le cadre la réalisation des objectifs européens de décarbonation. L'une des priorités est que la Bulgarie reste un leader dans la production et l'exportation d'électricité dans la région. La sécurité nationale et énergétique, ainsi que l'utilisation durable des ressources énergétiques locales, figurent également parmi les priorités du document. La transition vers la décarbonation des régions touchées doit être équitable : le projet de Stratégie prévoit l'utilisation du lignite jusqu'en 2030 puis une réduction progressive et un arrêt d'ici 2038. La construction de quatre nouveaux réacteurs nucléaires est annoncée, pour remplacer les capacités soumises au démantèlement : deux sur le site de la centrale nucléaire de Kozloduy, et deux autres sur celui de Béléné. Est également prévu le développement des énergies renouvelables : centrales photovoltaïques, éoliennes et hydroélectriques. L'énergie géothermique est fléchée vers un usage de chauffage. La production d'hydrogène doit permettre de réduire la dépendance de la Bulgarie vis-à-vis des importations de gaz naturel. Le développement de systèmes de stockage d'électricité doit contribuer à accroître l'efficacité et la compétitivité du secteur.

Chypre

Macroéconomie et finances

Le [Ministère des Finances annonce la finalisation de l'accord](#) avec la Commission Européenne pour un **prêt de 29 M€ dans le cadre du programme européen SURE**. Il s'agit de la 3^e tranche de financement obtenue par Chypre dans le cadre de ce programme, qui vise à soutenir l'emploi dans les secteurs frappés par les conséquences de la pandémie. Elle intervient suite aux décaissements antérieurs d'octobre 2020 (479 M€) et de mai 2021 (127 M€), portant le total de l'enveloppe allouée à Chypre à plus de 630 M€. Ce dernier prêt porte un taux d'intérêt annuel de 2,75 %, pour des remboursements échelonnés sur la période 2023-2037.

Entrée en vigueur, depuis le 1^{er} janvier, du décret fixant le salaire minimum à Chypre. Celui-ci [atteint 940€ par mois](#), avec une exception pour les 6 premiers mois d'emploi pour lesquels il est fixé à 885€. Près de 40 000 salariés devraient bénéficier de cette nouvelle mesure, certains secteurs, comme la transport maritime, l'agriculture, l'élevage ou encore le travail domestique en étant toutefois exclus. Pour les travailleurs dans le domaine touristique, il sera possible de réduire le montant du salaire minimum lorsque l'employeur fournit la nourriture et/ou le logement à l'employé.

La [Banque Centrale Européenne](#) a révoqué la licence bancaire de l'établissement RCB, suite à la fin de ses activités bancaires. Pour rappel, RCB Bank, ex-filiale de la banque russe VTB (dont les parts ont été vendues le 24 février dernier en anticipation des sanctions européennes contre la Russie), avait déclaré en mars 2022 cesser ses activités bancaires sur l'île pour opérer une transition en tant que gestionnaire d'actifs. La banque avait alors conclu un accord avec Hellenic Bank pour la vente d'un portefeuille de prêts d'une valeur de 556 M€.

Enjeux sectoriels et thématiques

La Ministre de l'Énergie, du Commerce et de l'Industrie, a confirmé le retard pris pour la construction du terminal GNL à Vassiliko. Suite à un différend entre le gouvernement et le consortium dirigé par l'entreprise chinoise China Petroleum Pipeline Engineering (qui a remporté l'appel d'offre en 2019), [le projet sera repoussé de 9 mois supplémentaires pour une entrée en fonction désormais attendue en 2024](#). Ce projet, l'un des plus grands dans le domaine énergétique sur l'île, prévoit la construction d'infrastructures terrestres et maritimes (FSRU, jetée, installations d'amarrage, gazoduc) permettant l'importation et la liquéfaction du gaz naturel à Chypre. Au-delà de la révision du calendrier, l'entreprise chinoise CPPE, arguant des tensions sur les chaînes d'approvisionnement et des pressions inflationnistes, a également soumis une demande de compensation à hauteur de 25 M€. Les autorités chypriotes ont accepté cette requête, ce qui fera passer le coût total du projet de 290 à 315 M€, dont 101 M€ seront financés par des subventions européennes dans le cadre du programme Connecting Europe Facility (CEF). [La Ministre a enfin indiqué](#) que les travaux pour la construction de la jetée du terminal GNL devaient commencer le 16 janvier.

Selon la presse, le gouvernement chypriote aurait demandé à la Commission Européenne de repousser une nouvelle fois la mise en place de la législation régissant le taux de TVA réduit pour l'achat d'un premier bien immobilier. Cette législation doit être transposée d'une directive européenne imposant aux Etats membres la mise en place d'un taux de TVA de 5% sur les logements d'une superficie maximale de 140 m². Suivant l'ouverture d'une procédure d'infraction à l'été 2021, la date limite pour l'approbation de cette législation a été fixée au 15 février mais le gouvernement a demandé un délai supplémentaire, arguant des élections présidentielles à venir (5 et 12 février) et du changement d'administration qui sera effectif au 1^{er} mars. Pour rappel, la loi chypriote prévoit jusqu'ici un taux réduit de TVA de 5 % pour les maisons de moins de 200 m². Alors qu'un projet de loi est sur la table depuis plusieurs mois, le Parlement et les principaux représentants du secteur immobilier s'opposent à cette réforme, craignant l'impact pour le secteur de la construction et la dynamique de l'économie.

La Commission Européenne a approuvé un régime d'aides d'Etat à hauteur de 12 M€ pour développer l'accès aux services numériques haut débit sur l'île. Le programme, qui s'inscrit dans le cadre du plan national de relance et résilience, sera mis en œuvre jusqu'au 30 juin 2025. Il prévoit notamment l'octroi de bons destinés aux ménages ne disposant pas d'une connexion haut débit (au moins 100 Mbps), qui permettront de couvrir une partie des frais d'installation ainsi que la première année d'abonnement à ces nouveaux services. Environ 82 000 ménages devraient bénéficier de ce régime.

Grèce

Macroéconomie et finances

Exécution budgétaire janvier-décembre 2022 (données provisoires) : le déficit budgétaire s'est élevé à 11,68 Mds€, contre un objectif de déficit de 13,4 Mds€ prévu au titre de la loi de finances et contre un déficit de 14,872 Mds€ sur la même période 2021. Un déficit primaire de 6,676 Mds€ est constaté, contre un objectif de déficit de 8,506 Mds€ et contre un déficit primaire de 10,327 Mds€ sur la même période 2021. Les recettes nettes du budget de l'État se sont élevées à 59,598 Mds€, en baisse de 255 M€ (-0,4%), par rapport aux estimations de la loi de finances 2023. Les recettes fiscales se sont élevées

à 55,316 Mds€, en hausse de 180 M€ (+0,3%) par rapport à l'objectif prévu dans la loi de finances 2023. Les dépenses totalisent 71,278 Mds€, en baisse de 1,975 Md€ (-2,7%) par rapport à l'objectif. Sur le volet du budget ordinaire, les paiements sont inférieurs à l'objectif de 1,384 Md€. Cette évolution est principalement due à la sous-exécution de la catégorie des dépenses de consommation à hauteur de 284 M€ et à la non-utilisation, pendant l'exercice en cours, d'une partie des crédits en raison de retards de procédure, selon le Ministère grec des finances.

La Commission européenne a approuvé le deuxième versement de 3,6 Mds€ à la Grèce dans le cadre du plan de relance européen, constatant que le pays a atteint avec succès les 28 jalons liés à ce versement. Sur ce montant, le pays bénéficiera de 1,72Md€ de subventions européennes et de 1,84 Md€ en prêts. Sur le volet des subventions, le plan grec de relance comprend actuellement 440 projets d'un budget élevé à 13,7 Mds€. Sur le volet des prêts, 291 projets d'investissements sont à présent déposés, d'un budget élevé à 10,53Mds€. Sur le total des projets d'investissement, 167, d'un montant de 2,25 Mds€, proviennent de TPE/PME. La prochaine demande de versement devrait être présentée par les autorités grecques au printemps prochain ([Ministère des Finances](#)).

Le [Fonds hellénique de stabilité financière](#) a annoncé son plan stratégique 2023-2025 pour la cession de ses participations dans les banques grecques (Banque nationale de Grèce : 40,3% ; Piraeus Bank : 27,3% ; Alpha bank : 9% ; Eurobank : 1,4% et Attika Bank (banque non systémique) : 63,1%). Le plan, élaboré par le conseiller financier international Rothschild, énonce comme principes de base régissant le processus de désinvestissement, la transparence et la protection de l'intérêt public. Le processus devrait être achevé d'ici la fin 2025. Il est intéressant de noter que la stratégie favorise les offres non-sollicitées, soit des initiatives prises par des investisseurs intéressés pour soumettre des offres d'acquisition d'actions à un prix spécifique. L'utilisation de cette méthode est soumise à un seuil de plus de 5% du capital social de l'établissement de crédit. Le plan permet également aux banques de prendre des initiatives pour attirer et promouvoir des investisseurs. En tout état de cause, un processus de mise en concurrence sera lancé, qui permettra à d'autres investisseurs de soumettre des offres supérieures aux offres spontanées, qui devraient donc être rendues publiques.

Le Trésor grec a réalisé une émission obligataire, le mardi 17 janvier, levant 3,5 Mds€ de dette sur une échéance de dix ans. Le rendement est ressorti à 4,279%, contre 1,836% lors de la précédente émission de ce type en janvier 2022. Le montant couvre 50% de l'objectif d'emprunt de l'Agence grecque sur les marchés pour cette année. La demande a été forte, les offres des investisseurs atteignant près de 22 Mds€. Par ailleurs, selon la stratégie de financement de l'Agence de la dette grecque publiée à la fin du mois de décembre dernier, les besoins d'emprunt du pays pour 2023 sont d'environ 15,4 Mds€. L'objectif est de lever environ 7 Mds€ sur les marchés. Dans le cas d'une émission d'obligation verte, le montant passera à 8 Mds€. En 2022, le besoin de financement brut de la Grèce s'est maintenu à environ 15 % du PIB (niveau proche de la moyenne de la zone euro) et devrait passer à 10 % cette année. Le coût du service de la dette (taux d'intérêt moyen pondéré annuel) devrait s'établir à environ à 1,2 % et rester stable pour la période 2023-2026, selon l'agence grecque.

Enjeux sectoriels et thématiques

La Grèce a enregistré la plus forte baisse (-13%) de la consommation d'électricité parmi les 27 États membres de l'UE au cours de la période juillet-septembre 2022, selon le [dernier rapport de la Commission européenne sur les marchés européens d'électricité pour le T3 2022](#). Les prix élevés de l'énergie ont été le principal facteur : au T3 2022, le prix de gros moyen de l'électricité en Grèce a enregistré une hausse annuelle de 238 % pour atteindre 393 EUR/MWh, contre une moyenne européenne de 339 EUR/MWh. (L'Italie figure à la première place avec un prix moyen de 472 EUR/MWh). Toujours selon le rapport, la production d'électricité à partir de lignite (charbon) a enregistré en Grèce une hausse annuelle de 34 %. Côté GNL, le pays a importé 1 milliard de mètres cubes (mmc) de GNL au cours de la période considérée (+29% en glissement annuel), les États-Unis étant le principal fournisseur de GNL du pays, représentant 60% des importations totales.

L'Organisation Nationale Grecque du Tourisme (GNTO) a confirmé avoir conclu des accords avec 10 compagnies aériennes afin d'améliorer la connectivité aérienne du pays hors saison. Les compagnies aériennes AEGEAN Airlines, SKY Express et BlueBird Airways (Grèce), Jet2.com et easyJet (Royaume-Uni), Wizz Air, British Airways, Eurowings (Allemagne), Sun d'Or (Israël) et TUS Airways (Chypre), se sont engagées à maintenir et/ou augmenter leur offre de liaisons vers la Grèce durant l'hiver. Selon les estimations de GNTO, l'accord augmenterait la capacité des compagnies aériennes de près de 1 million de sièges supplémentaires pour la période 2023-2024. L'effet sur les recettes touristiques serait aussi conséquent, avec 655 M€ attendus. Enfin, certaines de ces compagnies aériennes bénéficieront d'un programme de co-publicité financé à hauteur de 20 M€ par GNTO.

Troisième report, au 28 février, de la date limite de soumission des propositions sur l'avis d'Appel d'Offres relatif à l'exploitation du Métro de Thessalonique. La date d'ouverture des plis est également reportée au 6 mars. Hors le recours déposé au Conseil d'Etat par Intrakat, le report est lié, selon [Attiko Metro](#) (pouvoir adjudicateur), à des obstacles techniques, tel l'expiration de licences de certaines sociétés candidates. **Report également, au 29 mai, pour la soumission des offres relatives à l'appel d'offres pour la concession de 25 ans de l'autoroute Attiki Odos**, dont le contrat existant expire en octobre 2024. Selon ses déclarations, l'Agence de privatisation TAIPED (pouvoir adjudicateur) souhaiterait achever les procédures dans le premier semestre 2023. Néanmoins, selon des informations tirées de la presse grecque, la période préélectorale risque de repousser encore les échéances.

Roumanie

Macroéconomie et finances

L'inflation continue de progresser en décembre. L'Indice des Prix à la Consommation (IPC) a progressé de +0,4 % en décembre par rapport au mois précédent. En glissement annuel, [l'inflation atteint +16,4 %](#), après avoir connu un pic (+16,8 %) en novembre. La forte hausse du prix de l'énergie (+39,7 %) continue de se répercuter sur l'ensemble des prix. L'inflation sur les produits alimentaires est particulièrement élevée (+22,1 %) alors que l'inflation sous-jacente était estimée à +14,0 % en novembre. En revanche, la hausse du prix des services est d'avantage contenue (+9,8 %). En 2022, l'IPC a ainsi progressé de +13,8 %

par rapport à l'année précédente, un niveau jamais atteint depuis l'adhésion de la Roumanie à l'Union européenne.

La hausse des salaires a été dynamique en novembre, mais demeure inférieure à l'inflation. En novembre, [le salaire net moyen a atteint 842,8 EUR](#) et progresse ainsi de +13,6 % en un an. Le salaire brut connaît une croissance légèrement inférieure (+12,4 %) et atteint 1 359,4 EUR. Les salariés profitent d'un environnement favorable aux revendications salariales émanant des tensions observées sur le marché du travail. Les salariés agricoles et de l'industrie agro-alimentaire ont connu des hausses de salaires supérieures à +30 % en un an, bénéficiant ainsi d'une relative dynamique de rattrapage. Cependant, en raison de l'accélération de l'inflation, le salaire réel continue de décroître et recule de -3,2 %, un niveau inédit depuis l'apparition des tensions actuelles sur les prix.

Le déficit courant continue de se creuser malgré la hausse des IDE. Le déficit courant de la Roumanie a atteint 25,3 Mds EUR au cours des 11 premiers mois de l'année, [progressant de +61,8 %](#) par rapport à la même période de l'exercice précédent, notamment en raison de l'accroissement du déficit commercial de la balance des biens. Dans ce contexte, le déficit courant pourrait rapidement atteindre 10 % du PIB. Par ailleurs, les flux d'IDE demeurent dynamiques dans le pays et ont progressé de +28,4 % sur la période, pour atteindre 10,3 Mds EUR. Dans le même temps, la dette externe du pays s'est accrue de +4,7 % depuis le début de l'année et s'élève désormais à 100,0 Mds EUR. Les réserves de change de la BNR représentent 78,8 % de la dette à court-terme (-0,6 pp) et couvrent 4,3 mois d'importation (-0,6 mois).

Enjeux sectoriels et thématiques

La production automobile roumaine atteint un record en 2022. En 2022, [509 465 véhicules ont été assemblés en Roumanie](#). Il s'agit d'un nouveau record, qui survient malgré les crises successives (crise sanitaire, pénuries de semi-conducteurs, difficultés d'approvisionnement de certains composants suite à l'invasion de l'Ukraine) que le secteur a traversé ces deux dernières années. La production est en hausse de + 21,0 % par rapport à 2021 et de +3,9 % par rapport à 2019. Dacia a produit la majorité des véhicules (314 228), alors que l'usine Ford de Craiova a assemblé les 195 237 restants. Si le secteur a profité, à la marge, de la hausse des immatriculations de véhicules neufs en 2022 (+6,7 %), la production nationale est principalement destinée à l'export. En Roumanie, Dacia, leader du marché, n'a ainsi écoulé que 39 910 véhicules, alors que Ford ne figure pas dans le classement des 10 constructeurs les plus populaires du pays.

L'industrie roumaine affiche sa résilience malgré le recul de la production. En novembre, [l'Indice de Production Industrielle roumain a reculé de -3,5 %](#), en g.a. Au cours des 11 premiers mois de l'année, la production industrielle a diminué de -1,6 %, notamment en raison de la baisse de la production électrique (-8,6 %). Cependant, le chiffre d'affaires du secteur a progressé de +3,2 % entre octobre et novembre et de +25,8 % sur les 11 premiers mois de l'année, porté par les performances de l'industrie extractives et de l'énergie. Les commandes adressées à l'industrie manufacturières sont également en croissance et ont progressé, en g.a, de +19,4 % sur 11 mois. Le dynamisme de la demande illustre la résilience de l'économie roumaine et de son industrie malgré des perspectives dégradées.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique régional d'Athènes
Rédacteurs : SER Athènes, SE Bucarest, SE Sofia

Pour s'abonner :
Crédits photo :